

Rwanda 1994

Mémoire ou négation d'un génocide ?

Jean-Pierre Chrétien*

VOICI PRESQUE UN AN que le troisième grand génocide du siècle est venu défier la conscience universelle. Mais comme le signalait ici même Colette Braeckman en décembre dernier¹, « le temps du révisionnisme » est arrivé presque aussitôt. De mai à juillet le Rwanda avait fait la une des journaux et des images de télévision. Le choléra de Goma avait certes plus ému que les tueries de Kigali et de Butare. Comme l'a écrit avec colère Rony Brauman², « quelle aubaine de voir un génocide transformé en vaste théâtre humanitaire où tous, rescapés, complices, innocents et bourreaux prennent enfin la seule figure désormais convenable, celle de la victime ». Ironie cruelle de l'histoire a fait éclater cette horreur un demi-siècle après la « découverte » des crimes nazis. On a commémoré Oradour en France, Auschwitz en Pologne, au moment même où des familles décimées au Rwanda, il faut le dire, s'étonnent que les discours officiels répètent « plus jamais ça », sans penser à murmurer un mot sur l'ignominie de ce « nazisme tropical³ ». Auschwitz ne serait-il exemplaire que pour l'Europe ? « Trouverions-nous judicieux qu'un Africain estime une hécatombe en Europe comme le produit normal d'une civilisation qui a produit Auschwitz ?⁴ »

* Historien. A récemment publié dans *Esprit* « Pogromes sur les collines », juillet 1994.

1. C. Braeckman, « Rwanda : le temps du révisionnisme », *Esprit*, déc. 1994, p. 191-193.

2. R. Brauman, *Devant le mal. Rwanda. Un génocide en direct*, Paris, Arléa, oct. 1994, 92 p.

3. J.-P. Chrétien, « Un nazisme tropical », *Libération*, 26 avril 1994.

4. A. Grosser, *le Crime et la mémoire*, Paris, Flammarion, 1989, 268 p.

En fait la pesanteur confortable de l'exotisme s'est vite réinstaurée. La paresse d'une ethnographie africaniste de magazines, qui inspire largement les vues des puissants de ce monde, à Paris comme à New York, avait facilité le brouillage de l'information et empêché durant un mois la communauté internationale de prendre conscience de ce qui se passait au Rwanda et d'agir en conséquence. Les responsables du génocide pouvaient jouer avec cynisme du brouillard « tribal » dont ils enveloppaient leur très moderne politique raciste. Le mot « génocide » est apparu dans la grande presse trois semaines après le début des tueries et dans la bouche des autorités politiques au milieu du mois de mai seulement. Aujourd'hui les Nations unies ont reconnu la nature de l'événement et une justice internationale se met en branle au rythme d'un pas de sénateur. Et pourtant la virulence du négationnisme, rampant ou déclaré, est étonnante, au point d'émerger en septembre 1994 jusque dans les colonnes du dictionnaire des noms propres du *Petit Robert*. L'enjeu idéologique de l'affaire rwandaise semble aller bien au-delà du poids géopolitique de ce petit pays d'Afrique orientale. L'Afrique resterait-elle, quoi qu'on dise, un des miroirs où l'Europe met en scène son identité, comme il y a un siècle, entre la philanthropie et l'impérialisme ? Ou bien cette région des grands lacs, avec son engrenage infernal de massacres entre Hutu et Tutsi, inspirerait-elle plus que d'autres parties du continent les passions et les calculs, les militantismes et les expertises ? Au moment où le grand changement en Afrique du Sud illuminait le continent, le bain de sang rwandais révélait une zone d'ombre dont on n'a pas fini d'épuiser les prolongements jusque chez nous. La lecture des ouvrages parus durant le deuxième semestre de l'année 1994 porte témoignage de l'ampleur du débat.

Premières synthèses : dimensions politique et internationale

Colette Braeckman est journaliste au *Soir de Bruxelles*, elle est réputée pour son esprit critique (c'est elle qui dénonça les manipulations de Timisoara), son sens de l'investigation et sa connaissance de l'Afrique centrale. Elle a publié en 1992 un ouvrage percutant sur Mobutu, en qui elle voit le grand manipulateur dans la région⁵. Elle y dénonçait déjà les liaisons dangereuses entre le dictateur zaïrois et le président rwandais Habyarimana. Dans la foulée de ses articles de presse, elle livre une première synthèse sur la crise rwandaise⁶. Cet ouvrage confirme l'évolution profonde de l'opinion pu-

5. C. Braeckman, *le Dinosaur*, Paris, Fayard, 1992, 383 p.

6. *Id.*, *Rwanda. Histoire d'un génocide*, Paris, Fayard, octobre 1994, 343 p.

blique belge à l'égard d'un régime qui était l'enfant chéri de l'ancienne métropole. « Le miroir s'est brisé » depuis la fin des années 1980. La dimension ethnique sectaire de la révolution de 1959-1961, qui remplaça une monarchie tutsi par une république hutu, est soulignée : « Le Rwanda indépendant définit son identité en niant le droit à l'existence de l'autre, en définissant comme étranger celui qui est son double intérieur » (c'est-à-dire les Tutsi définis comme des étrangers tolérés et qui peuvent être tués sans que jamais les meurtriers soient inquiétés). Ce régime d'inspiration démo-chrétienne a produit les plus anciens réfugiés d'Afrique (une diaspora qui atteint 600 000 personnes en 1990) et voit se dresser contre lui à partir de 1987 le Front patriotique rwandais (FPR), né chez les exilés d'Ouganda, mais en rupture radicale avec les anciennes nostalgies monarchistes, sur la base d'une culture politique nationaliste.

A l'intérieur « la première richesse du pays, c'est une pauvreté habilement exploitée », déclare un développementaliste ruraliste à façade apolitique qui séduit coopérations, experts et ONG, pour le plus grand profit d'une élite hutu très habile à « représenter » la paysannerie, à manier le discours du populisme chrétien et à gérer les aides. Les prisons sont dignes de Sékou Touré, mais cachées par les oriflammes des processions, sous une dictature « en odeur de sainteté ». Véritable salazarisme tropical, où le président manie la piété ostentatoire, bénéficie de la présence de l'archevêque de Kigali, un proche de son épouse, au Comité central du parti unique MRND et va prier chez le roi Baudouin à Laeken pour obtenir son aide en octobre 1990, tandis que la mafia familiale et régionale nouée autour du couple présidentiel (surnommée la « petite hutte », *àkazu*) tire les fils de tous les trafics et de toutes les manipulations policières. Bref, ruralisme et affairisme se combinent au sein d'une dictature banale, mais extraordinairement idéalisée par ses partenaires occidentaux.

Colette Braeckman ne ménage pas les réseaux qui ont soutenu l'ethnocratie de Kigali durant trente ans dans son propre pays, en particulier en milieu chrétien-social flamand. Querelles belgo-belges dira-t-on ? Toujours est-il qu'on voit encore aujourd'hui ce même milieu (à travers l'Internationale démocrate-chrétienne basée à Bruxelles, le réseau des ONG de cette mouvance et le milieu missionnaire qui considèrent le Rwanda peu ou prou comme « leur » domaine) bel et bien à l'œuvre pour cautionner l'ancien pouvoir génocidaire réfugié à Goma et ses épigones, représentants d'une prétendue société civile, et pour réclamer benoîtement une « réconciliation » sans conditions.

Cette liberté d'esprit rend l'auteur d'autant plus crédible quand elle dénonce les complicités françaises dans les approvisionnements

d'armes et la formation de la garde présidentielle qui, à son tour, entraîna et arma les milices du génocide⁷. L'intervention française aux côtés du régime Habyarimana depuis 1990 est connue. Colette Braeckman met le doigt sur ce qui a séparé son pays du nôtre durant la crise : l'assassinat des dix Casques bleus belges par la garde présidentielle, alors que les paras français allaient être applaudis par les milices fascistes ; l'évacuation *via* Bangui de toute une *nomenclatura* criminelle alors que des anciens collaborateurs techniques de la coopération française à Kigali étaient sauvés par des Belges ; la conduite de Ponce Pilate du Conseil de sécurité jusqu'à son acceptation de Turquoise qui a sauvé la mise des tueurs dans une sorte de Hutuland transitoire, à l'ombre des rodomontades d'un officier français, ancien conseiller du dictateur ; la rencontre à Paris le 9 mai, en plein génocide, d'un officier de l'État-major rwandais avec le responsable militaire de la Coopération, le général Huchon (soucieux de promouvoir « la légitimité de la guerre ») ; enfin – le *scoop* – l'hypothèse de la participation de deux agents français à l'attentat du 6 avril sur l'aéroport de Kigali. Cette affirmation, parue dans *le Soir* dès le 16 juin, a fait scandale à Paris. L'attribution du coup au FPR, diffusée officieusement chez nous, est encore moins plausible, compte tenu de la précision d'horlogerie qui présida, dans les heures qui suivirent la mort de Habyarimana, à l'autoproclamation d'un nouveau pouvoir extrémiste, émanant de la mafia présidentielle, et au déclenchement planifié des tueries dans tout le pays.

Notre ignorance des côtés secrets et policiers de l'histoire restera sans doute durable. Elle n'obère pas la compréhension du processus politique, qui présida au génocide, dans ses dimensions intérieure et étrangère. De ce point de vue une série de contradictions mériteraient d'être approfondies. L'entretien du racisme antitutsi au Rwanda, trente ans après la révolution, et la virulence de sa mise en œuvre à partir de 1990 ont un côté paradoxal par rapport à une société qui avait par ailleurs beaucoup évolué dans le sens de la modernisation et de l'intégration (surtout dans la partie méridionale du pays) et où la vie politique démocratique avait manifesté de nouveaux enjeux et un nouveau regard critique sur l'exploitation de l'ethnisme par le régime. Les alliances entre oppositions intérieures et FPR qui ont conduit aux accords d'Arusha d'août 1993 et, *a contrario*, les massacres de Hutu opposants, considérés comme « complices », avant et durant le génocide, témoignent de cette évolution. Tout se passe comme si le racisme avait été la réponse d'une caste dirigeante pour

7. Voir aussi sa publication en français de l'étude de l'association américaine Africa Watch : *Qui a armé le Rwanda ? Chronique d'une tragédie annoncée*, GRIP, dossier n° 188, Bruxelles, 1994, 4.

sauver son pouvoir en entretenant la confusion entre « démocratie » et majorité héréditaire de type ethnique⁸.

Quant à la politique française, elle a aussi ses mystères. Comment une république de tradition jacobine peut-elle s'acoquiner avec un régime fondé sur un communautarisme racial ? Nous avons souligné très tôt dans ces colonnes⁹ l'aveuglement de l'Élysée remerciant de sa sympathie en septembre 1992 un *leader* du courant le plus raciste de Kigali, celui de la CDR (Coalition pour la défense de la république), Jean-Bosco Barayagwiza, qui fut encore accueilli à Paris au début du génocide en avril 1994. François-Xavier Verschave, de l'association *Survie*, qui a été la plus active dans le combat pour l'information sur le génocide, a publié un ouvrage très complet sur la question¹⁰. Fondé sur une lecture attentive des documentations officielles et de la presse internationale, ce livre montre l'aveuglement devant la dérive totalitaire et raciste du régime Habyarimana, même après la publication en mars 1993 du rapport accablant de la Fédération internationale des droits de l'homme, les complicités sur le terrain de la répression, le caractère archaïque des lectures de la réalité politique africaine, la fixation sur un vieux complexe anti-anglais (le syndrome de Fachoda, qui conduit à voir dans les Tutsi des « anglophones » utilisés par un complot anglo-américain pour contrôler la région des sources du Nil !), les relations amicales et même familiales entre les deux maisons présidentielles, le secret qui a régné sur la coopération militaire avec ce régime et tous les trafics possibles entourant ce type d'équipement, l'absence de tout débat parlementaire et le silence quasi général avant le génocide, puis la diffusion de slogans venus des services spéciaux contre le FPR qualifié depuis 1993 de *Khmers noirs*, alors que ce sont leurs adversaires qui ont développé une ligne exterminatrice et anti-intellectuelle digne des Khmers rouges, les langues de bois ou les palinodies de différents journalistes ou grands organes de presse en France, curieusement acharnés à défendre les vues officielles, voire les intérêts de la famille Habyarimana (le cas de *Jeune Afrique* est un des plus flagrants), comme si, aux périphéries de la « France-Afrique », la déontologie de l'information devenait incontrôlée, enfin l'ambiguïté de l'opération « Turquoise » qui a sauvé quelques milliers de rescapés tutsi, mais collaboré avec les préfets et les bourgmestres organisateurs des tueries, avant de les laisser partir tranquillement

8. Voir J.-P. Chrétien, « La crise politique rwandaise », *Genève-Afrique*, 1992, xxx, 2, p. 121-140 ; *id.*, « Presse libre et propagande raciste au Rwanda. *Kangura* et les 10 commandements du Hutu », *Politique africaine*, juin 1991, p. 109-120.

9. J.-P. Chrétien, « Le Rwanda et la France : la démocratie ou les ethnies ? » *Esprit*, mars-avril 1993, p. 190-195.

10. F.-X. Verschave, *Complicité de génocide ? La politique de la France au Rwanda*, Paris, La Découverte, octobre 1994, 178 p.

au Zaïre. On pourrait cependant remarquer que cette intervention à l'issue d'un génocide a eu au moins un mérite, celui de faciliter la manifestation devant le monde de la nature des horreurs que venait de commettre le régime rwandais. Le cynisme des autorités génocidaires de Cyangugu et de Kibuye (sur les rives du lac Kivu) a en effet été à la hauteur du dégoût et du traumatisme ressentis par nombre de militaires français, qui sont des êtres humains non préparés à intervenir pour aider des coupeurs de têtes et des massacreurs d'enfants, et de l'émotion exprimée par les journalistes qui les avaient suivis sur le terrain. Au début de juillet, de l'*Humanité* ou la *Croix au Figaro* et au *Journal du dimanche*, du *Guardian* au *Spiegel*, l'unanimité régnait dans la diffusion de ces témoignages. Le choléra de Goma est venu ensuite, pour certains, transformer les bourreaux en victimes.

Les « logiques » de la politique africaine de la France n'ont pas fini de susciter des interrogations. Rony Brauman, déjà cité, analyse aussi le mélange de quiproquos idéologiques, de cynisme et de fuite en avant dans la solidarité avec « les amis de la France » qui a conduit à une impasse dont tout le monde est conscient aujourd'hui, sans vouloir l'avouer. De manière plus polémique, Pascal Krop, journaliste à *l'Événement du jeudi*, s'en prend au rôle de l'Élysée sous les septennats de Mitterrand dans les dérives de cette politique. Sous un titre provocant qui fait référence au génocide, son livre est consacré pour moitié seulement au cas rwandais¹¹. Sans rien apprendre aux spécialistes, il a le mérite de faire entendre un cri d'indignation que ceux-ci n'arrivaient pas à faire passer depuis des années, confrontés au silence ou à la langue de bois de l'establishment politique français. Aujourd'hui on commente ici et là les « Dix commandements du Hutu » parus en décembre 1990 dans *Kangura*, avec en page 4 de couverture François Mitterrand présenté comme un « vrai ami » du pays, ou bien les appels au génocide lancés en novembre 1992 par le professeur Léon Mugesera (inculpé au Canada). Mais à l'époque, l'ambassade de France à Kigali n'entendait rien et nos médias s'en moquaient. Encore en mai 1994, une journaliste connue de France 2 me dit qu'elle ne voyait pas de trace suffisante de racisme dans le texte des Dix commandements ! Le génocide des Tutsi et des Hutu opposants qui fut déclenché dans toute la moitié nord du Burundi au lendemain de l'assassinat du président Ndadaye en octobre 1993 est aujourd'hui soit enterré, soit justifié, bien qu'il apparaisse clairement comme précurseur du processus de l'avril rwandais¹². Alors, le coup de colère de Pascal Krop apparaîtra

11. P. Krop, *le Génocide franco-africain. Faut-il juger les Mitterrand ?*, Paris, J.-C. Lattès, octobre 1994, 162 p.

12. J.-P. Chrétien, « Pogromes sur les collines », *Esprit*, juillet 1994, p. 16-30.

Rwanda 1994. Mémoire ou négation d'un génocide ?

comme indécent aux experts en géopolitique froide pour qui les centaines de milliers de martyrs de ce racisme africain sont en fin de compte un détail macabre. Après la fameuse omelette de l'histoire, il est de bon ton aujourd'hui de raisonner sur les dysfonctionnements des ajustements structurels. Mais en 1945 déjà les rescapés juifs des camps de la mort n'arrivaient pas à se faire entendre... Dieu merci les David Rousset et les Serge Klarsfeld existent...

Premières enquêtes : le devoir de témoignage

L'ouvrage le plus remarquable paru sur le génocide rwandais est en anglais¹³. Sa traduction en français serait une obligation morale. Il est l'œuvre du groupe anglais *African Rights*, animé par Rakiya Omar, une Somalienne qui avait protesté naguère contre les inconséquences de l'intervention américaine dans son pays. Elle a passé près de deux mois au Rwanda en mai-juin 1994. La lecture en est fascinante et accablante. Cette somme, nourrie de témoignages, de noms, de listes, de dates et de lieux précis, fait revivre la tragédie avec les mots de ceux qui en ont réchappé, fonctionnaires, paysannes, enfants... marqués dans leur corps et leur âme pour la vie, et dont les récits nous sont livrés. La cohérence de ces témoignages, recueillis en des points très différents, est remarquable et en fait toute la force. Elle devrait disqualifier nombre de considérations cyniques ou de justifications insidieuses dont nous reparlerons plus loin.

Les tueries qui éclatent simultanément dès le petit matin du 7 avril à Kigali, mais aussi à Gikongoro, à Kibungo, à Byumba, à Nyundo..., au sud, à l'est et au nord du pays (les enquêtes à l'ouest, à Cyangugu et à Kibuye confirmeront cette synchronie, attestée par ailleurs). Partout le modèle est le même, attestant la planification. Les miliciens dits *interahamwe* (« les solidaires ») font fuir leurs victimes vers des refuges supposés (églises, dispensaires, écoles), puis encerclent ces lieux devenus des abattoirs, les militaires y jettent des gaz lacrymogènes, des grenades à fragmentation et tirent pour briser toute résistance, puis y pénètrent pour déloger les réfugiés à la fois terrorisés et résignés, les miliciens attendent aux sorties avec leurs machettes, leurs lances et leurs gourdins cloutés. Ils reviennent voir les tas de cadavres le lendemain matin pour achever les blessés et piller. Des dizaines de milliers de personnes sont ainsi massacrées instantanément, souvent sous le regard des autorités locales : 20 000 à la paroisse de Cyahinda et 35 à 40 000 à Karama (en préfecture

13. African Rights, *Rwanda: death, despair and defiance*, Londres, African Rights (11 Marshalsea road, SE1 1EP), septembre 1994, 742 p.

de Butare). A Ntarama, à Nyamata, à Rukara, à Zaza, on a pu voir ces milliers de corps joncher le sol à côté d'habits, de photos, de cartes d'identité (les étoiles jaunes du régime). Les blessures ont été portées à la tête, au cou, aux tendons, aux bras. Souvent les corps ont été précipités dans des fosses d'aisance ou déversés par bennes entières dans des charniers. Le Rwanda est parsemé de tas d'ossements. Certains ont dû creuser leurs tombes. D'autres ont été amenés jusqu'aux rivières de la frontière, abattus sur les bords des marais et précipités dans les cours d'eau : on a pu voir ces milliers de cadavres rejetés par la Kagera jusqu'au lac Victoria... Dans d'autres cas, comme à l'église de la Sainte-Famille gérée par un prêtre complice des miliciens (et aujourd'hui « réfugié » en France), au stade de Cyangugu ou dans les bâtiments du centre catholique de Kabgayi, véritable Vatican du Rwanda, tombé sous le contrôle des tueurs, l'écrémage est progressif : dix ou vingt personnes sont emmenées et exécutées chaque jour.

Véritable Auschwitz décentralisé, bureaucratisé sous la hiérarchie des préfets, sous-préfets et bourgmestres (ceux qui rechignent sont vite éliminés), univers « déconcentrationnaire » de la solution finale à la rwandaise. Quand les gens du lieu ne sont pas assez militants, des *interahamwe* et des soldats sont acheminés d'ailleurs par les soins des réseaux *Hutu power* : ce fut le cas à Butare et à Gitarama à partir des 15-20 avril. Toute résistance est dérisoire. Beaucoup se précipitent au-devant des balles pour mourir moins cruellement. A Kigali le 8 avril 3 500 personnes du quartier Kicukiro, Tutsi et démocrates hutu, avec leurs familles essaient de rejoindre le stade Amahoro contrôlé par les forces de l'ONU : en route, raconte la veuve d'un militant des Droits de l'homme, elles en sont réduites à négocier leur mort entre les fusils de la garde présidentielle et les machettes des miliciens. A Ntarama « des pères, connaissant la mort qui les attendait, précipitèrent leurs enfants dans la rivière en un dernier geste d'amour », selon le témoignage d'une paysanne tutsi. Les fuyards sont rattrapés aux barrières ou se terrent, au sens littéral du terme. Les rares survivants sont de jeunes « chanceux », portant des blessures plus ou moins ignobles. Mais dans cette « guerre », les blessés sont peu nombreux et achevés dans les hôpitaux, quand ils y ont été accueillis. La règle est la mort, comme l'ont souligné les « médecins sans frontières » à Kigali et Butare. Au moins 150 000 enfants¹⁴ sont restés orphelins, retrouvés hurlant près du cadavre de leur mère, errant dans la nature, recueillis par des gens restés secourables, traumatisés, sans attaches, parfois sans identité.

14. Sur les enfants (en l'occurrence les orphelins de Mac Vahiuter à Kigali), voir le récit publié par Pharmaciens sans frontières : M. Soualet, *Vivre jusqu'à demain. Une mission au Rwanda, juin 1994*, Paris, l'Esprit des péninsules, octobre 1994, 92 p.

Rwanda 1994. Mémoire ou négation d'un génocide ?

Des milliers de femmes ont été violées, déshonorées, traitées en esclaves, contaminées par le sida. Voilà la « vie » quotidienne au Rwanda sous le gouvernement intérimaire de Monsieur Jean Kambanda, bon catholique, ancien responsable des « banques populaires », qui paradait encore ces mois-ci dans les camps de réfugiés du Zaïre, et qu'en juillet 1994 des responsables d'ONG belges et rwandaises de Goma osaient présenter comme un pacificateur !

L'autre versant des témoignages concerne les bourreaux, c'est-à-dire les responsables militaires et politiques qui ont entraîné et mis en branle les groupes de tueurs, les cadres scolaires, médicaux et économiques faisant prévaloir le génocide sur tout le reste, enfin les idéologues qui en ont justifié la logique exterminatrice. La responsabilité écrasante des journalistes des « médias de la haine » (*Kangura*, RTLM, etc.), a donné lieu aussi à un rapport précis de *Reporters sans frontières*¹⁵. L'enquête d'*African Rights* montre, tant à la capitale que dans les communes, le rôle des leaders de ce qu'on appelle le « Hutu power », tant MRND et CDR qu'ex-opposants ralliés à cette voie radicale. Leur implication est parfois directe : par exemple le ministre de la Justice du gouvernement, Stanislas Mbonampeka, ancien libéral, qui en décembre dernier, justifiait encore dans *Télérama* le meurtre des femmes et des enfants, est désigné dans ce rapport comme l'organisateur d'un tri ethnique dans une école des environs de Kigali le 8 avril 1994. Très éclairant aussi est le témoignage d'un médecin allemand, Wolfgang Blam¹⁶, coopérant à Kibuye et qui raconte tout le processus du génocide dans cette localité durant un mois : la solidarité initiale entre Tutsi et Hutu démocrates, la complicité d'un médecin responsable de région, le massacre général des Tutsi au stade, à la paroisse et à l'hôpital, le pillage de leurs biens, les félicitations apportées le 16 mai par le président intérimaire, le docteur Sindikubwabo, à cette action de « sécurité » du préfet...

Prise de conscience : de l'ethnisme au génocide

Après des semaines de clichés sur les « luttes interethniques », des voix se sont élevées pour témoigner de la nature politique des massacres, en précisant qu'il s'agissait d'une politique raciste et d'un programme bien rodé d'extermination de toute une catégorie de la population et non d'une sauvage mêlée. Outre les ouvrages déjà ci-

15. Reporters sans frontières, *Rwanda : médias de la haine ou presse démocratique ?*, rapport de mission du 16 au 24 septembre 1994, Paris, multigraphié, 120 F (réalisé par R. Menard, J.-P. Chrétien et J.-F. Dupaquier).

16. Publié dans H. Schürings, *Ein Volk verlässt sein Land. Krieg und Völkermord in Ruanda*, Cologne, ISP, novembre 1994, 251 p.

tés, les réflexions et témoignages publiés par *Médecins sans frontières* ont joué un rôle décisif. Ils posent la question du sens d'une action « humanitaire » quand ses acteurs sont invités à rester aveugles sur la politique responsable des tueries, quand les criminels une fois enfuis se muent en pauvres victimes anonymes et détournent à loisir l'attention et les moyens des milieux caritatifs, comme on l'a vu à Baneko, en Tanzanie, dès le mois de mai 1994, puis à Goma et Bukavu, au Zaïre, depuis juillet. Au petit livre de l'ancien président de MSF, cité au début, s'est ajoutée l'étude d'Alain Destexhe qui ébauche la nécessaire comparaison avec les génocides antérieurs, ceux des Arméniens et des juifs¹⁷, car le mal absolu dénoncé par Rony Brauman est de l'ordre de l'universel et à son tour le Rwanda est, hélas, devenu sinistrement exemplaire. Enfin, François Jean a réservé dans le rapport annuel de MSF un sort particulier à cette région d'Afrique, mettant l'accent sur la dimension politique et raciste de la tragédie¹⁸.

Cependant deux ouvrages, l'un écrit avant la crise, l'autre après, militent pour le maintien de la priorité ethnique dans le traitement du problème. Leurs auteurs, le juriste et politiste anversoïse Filip Reyntjens et l'ethnologue strasbourgeois (spécialiste de l'enfance et de l'éducation) Pierre Erny ont tous les deux enseigné à la fin des années 1970 au Rwanda, selon eux la belle époque de ce pays¹⁹. A vrai dire même le second ne consacre que 16 lignes au génocide proprement dit. Le débat se veut plus théorique. Malgré l'absence de références linguistiques, culturelles et historiques convaincantes permettant d'appliquer tel quel le mot « ethnies » aux identités hutu et tutsi, ces deux auteurs militent pour l'irréductibilité pluriséculaire de cet antagonisme ethnique. Les processus sociaux et politiques qui, sous l'ancienne monarchie et surtout sous l'emprise coloniale, ont débouché sur la cristallisation de ce clivage et en particulier sur sa racialisation, leur paraissent secondaires et ils ne cachent pas leur agacement devant les travaux historiques et anthropologiques (en particulier ceux de Claudine Vidal et de l'auteur de ces lignes²⁰) qui ont entrepris de sortir des bandes dessinées de la littérature missionnaire et de resituer la région des grands lacs dans la problématique la plus ouverte des recherches sur l'Afrique orientale. Pierre Erny dénonce même les « effets de mode » et le « terrorisme intellectuel » qui selon lui présideraient au refus de se

17. A. Destexhe, *Rwanda. Essai sur le génocide*, Bruxelles, Complexe, septembre 1994, 119 p.

18. Médecins sans frontières (dir. F. Jean), *Populations en danger 1995*. Rapport annuel sur les crises majeures de l'action humanitaire, Paris, La Découverte, 1995, 175 p. (chap. « Burundi et Rwanda », p. 17-44, rédigés notamment par J.-P. Chrétien).

19. F. Reyntjens, *L'Afrique des grands lacs en crise. Rwanda. Burundi : 1988-1994*, Paris, Karthala, juin 1994, 326 p. P. Erny, *Rwanda 1994*, Paris, L'Harmattan, novembre 1994, 256 p.

20. Voir C. Vidal, *Sociologie des passions. Rwanda. Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1991, 181 p., et J.-P. Chrétien, *Burundi. L'histoire retrouvée*, Paris, Karthala, 1993, 509 p.

conformer à la raciologie héritée du début du siècle. Dans la foulée il attribue l'idéologie hamitique à la culture de l'ancienne aristocratie rwandaise : sans doute une révélation primitive de la raciologie gobinienne. En fait l'anachronisme se fait militant. Les « perceptions » actuelles sur « l'arrogance » prêtée aux Tutsi, les « images » de « l'ennemi séculaire, oppresseur et tueur », feraient partie d'une culture populaire profonde, sans qu'il soit pertinent de s'interroger sur les sources idéologiques d'une globalisation raciale qui a justifié l'extirpation même des enfants et sur la propagande qui a entretenu un « complexe d'infériorité » hutu trente ans après la révolution. Les intellectuels, étrangers ou rwandais, et ceux-ci hutu comme tutsi, qui ont entrepris de critiquer cette aliénation sont classés comme des idéologues « néotutsi » ou des porteurs d'un « discours tutsi ». Écrits scientifiques et pamphlets extrémistes sont mis sur la même ligne. Même à Paris, vous devez choisir votre ethnique. On connaît ce sophisme : vous critiquez l'État d'Israël, donc vous êtes antisémite ; pire encore, vous dénoncez Auschwitz, donc vous reconnaissez l'existence des races. Ces deux auteurs s'indignent des manipulations des médias internationaux par le FPR et ses complices et félicitent les expatriés qui ont signé en octobre 1990 une pétition favorable au régime rwandais. Ils s'en prennent à « l'habileté diplomatique des Tutsi », dont la « culture de cour » se jouerait de la maladresse supposée des politiciens hutu. Nombre de paysans tutsi seraient étonnés de l'apprendre. Nous avons vu la lenteur avec laquelle la nature de la crise a été comprise et l'idéalisation prolongée et efficace du « modèle » rwandais.

Ce dialogue de sourds repose en fait sur un quiproquo fondamental. Les processus d'allégeance ethnique dans le contexte actuel sont décrits comme la manifestation d'une sorte de clarification et non comme le triomphe d'une option idéologique bien précise, à savoir un ethnisme qui, dans le contexte rwandais (et burundais) est en fait un racisme. Le malaise inhérent à cette « ethnicité » transparait dans le tabou qu'elle représentait même sous le régime Habyarimana : l'entretien du clivage héréditaire par le système des quotas était justifié sous le vocabulaire codé d'un double langage socio-racial, celui de « l'équilibre social », et du « peuple majoritaire ». Faute de cohabitations de type fédéral, comme ailleurs en Afrique, le drapeau hutu-tutsi (car les extrémismes peuvent être aussi contagieux que les ouvertures) couvre des politiques d'exclusion. F. Reyntjens reconnaît lui-même qu'au Rwanda c'était juste plus facile puisque « la majorité » était « démographique », c'est-à-dire de naissance. A partir du moment où l'ancien régime de Kigali est à ce point justifié, toute la responsabilité du génocide est imputée à la guerre déclarée par ceux qui ont refusé un modèle qui exilait 10 % de la

population et en marginalisait autant. Il ne fallait pas fâcher le monstre, la « colère populaire » était inévitable, donc normale. La propagande de la Radio des mille collines ne disait guère autre chose.

Cette vision inspire actuellement les adeptes de ce qu'on appelle la « troisième voie ». On en trouvera des échos dans l'ouvrage collectif allemand cité plus haut, où, à côté de bonnes analyses, un des ténors des ONG liées à l'ancien régime dénonce la tromperie de l'accord d'Arusha et où un « Hutu modéré », venu à l'étranger avec l'aide d'une ONG flamande décrit ainsi le havre de paix qu'il avait trouvé au début de mai dans sa commune de Nyakizu, au sud de Butare : « Je me rappelle encore bien de la première nuit, pas de coups de feu, et dormir dans un vrai lit... Nous nous voyions comme dans un vrai paradis sur terre. » Dix jours plus tôt le bourgmestre (de tendance *Hutu power*) y avait fait massacrer environ 20 000 personnes... L'absence de remords est à la hauteur de la banalisation aujourd'hui cultivée entre Goma, Bruxelles et Paris. Mais l'aveuglement stupéfiant de certains acteurs doit-il trouver écho dans la cécité étonnante de certains commentateurs ? Le Rwanda, comme Auschwitz, mérite de vrais débats. Ils ont commencé.

Jean-Pierre Chrétien